Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 31 (1984)
Heft: 1-2

Artikel: Une politique de l'autruche kamikaze
Autor: Müller, Heinz W.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-367251

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 06.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Une politique de l'autruche kamikaze

Heinz W. Müller

Sous le titre «Si une bombe atomique tombe sur la ville de Berne», le journal *Berner Zeitung* a mentionné dans son édition du 19 novembre 1983 un groupe de médecins bernois qui s'en était pris de manière fort peu nuancée à la protection civile. La publication de ces propos incita le rédacteur en chef de *Protection civile* et secrétaire central de l'USPC, Heinz W. Müller, à ouvrir quelques jours plus tard dans la BZ un débat que nous reproduisons mot pour mot ci-après.

«Un groupe de médecins bernois prophétise qu'une bombe atomique tombant sur Berne ferait 200 000 victimes. Ces médecins en concluent que la protection de la population civile ne serait en fait qu'une chimère de la protection civile: «Ceux qui auront survécu biologiquement n'auront, selon toute probabilité, que légèrement retardé leur mort», estiment les auteurs d'une brochure se prétendant «inféodés à aucun parti politique ni à aucune communauté religieuse».

Niant en fin de compte l'utilité de toute protection civile, ce groupe remet en cause un facteur important de notre défense générale. Le fait que des médecins s'occupant des humains remettent précisément en question l'organisme qui a pour mission d'assurer la protection de la population civile est, à cet égard, éloquent et devrait nous interpeller.
Ces médecins me font presque penser à des gens qui iraient s'ébattre dans la nature en plein hiver, vêtus seulement d'un maillot de bain, alors qu'ils disposeraient de vêtements bien chauds dans leur garde-robe, et qui s'étonnent ensuite d'attraper une congestion pulmonaire carabinée. L'idéologie sans nuance de ce groupe me fait d'autant plus dresser les cheveux sur la tête qu'il peut donner l'impression de s'exprimer au nom de tous leurs collègues, bien que la plupart des médecins participent en toute conviction, et pas seulement dans l'armée mais également au sein des autres organismes sur lesquels s'appuie la défense générale, aux missions visant à apaiser les souffrances humaines dans les cas d'urgence et à apporter la guérison là où c'est possible.

Certes, une bombe atomique, où qu'elle explose, est capable de détruire et de tuer, et en outre de dévaster villes et campagnes. Même les gens qui, à titre de précaution, auront été placés dans des abris situés au centre de l'explosion atomique mourront en grand nombre et porteront à plus ou moins long terme de graves séquelles corporelles. Cela est également valable pour le cas – fictif – «explosion atomique sur Berne»: si une bombe atomique devait réellement exploser au-dessus de la capitale fédérale, les médecins et les infirmières ne pourraient justement plus, de ce fait, apporter leur aide. Mais des études de physique et de médecine ont démontré par ailleurs que la population évacuée à titre préventif dans des abris situés très près du centre de l'explosion avait une chance réelle de survivre, sans pour autant en être réduite à continuer de vivre à l'état de handicapés mentaux ou physiques. Cela est de plus en plus probable en cas d'explosion atomique dans d'autres pays de l'Europe de l'Ouest, hypothèse de guerre qui est par principe et volontairement laissée de côté par de nombreux milieux (et aussi par le groupe de médecins dont nous parlons). La guerre atomique limitée, considérée par des stratèges militaires dignes de foi comme une hypothèse tout à fait plausible, menace considérablement les civils non protégés – contrairement bien souvent à de nombreuses unités de l'armée. Sans mesures de protection, des milliers de personnes seraient inutilement victimes des effets secondaires d'une explosion nucléaire. La réalisation de notre conception de la protection civile («une place protégée pour chaque habitant») a en revanche pour effet de ne pas laisser la population livrée sans aucun secours aux radiations et aux particules de poussière irradiées et lui permet de survivre en majorité sans dommages. Et ce, à plus forte raison lorsque, compte tenu de l'équilibre de la terreur, les combats ne se déroulent «qu'» avec des armes conventionnelles. Il est certain que la cohabitation – pouvant durer éventuellement plusieurs semaines – dans les abris exige et signifie beaucoup d'abnégation, respectivement beaucoup de conflits; en outre, la reprise d'une vie normale en dehors de l'abri n'est pas sans poser des problèmes. Les dernières guerres ont cependant montré que l'homme n'abandonne jamais et ne peut jamais se permettre d'abandonner, mais aussi qu'il est capable de venir à bout des pires situations et dévastations et de les maîtriser. Il apparaît que le groupe des médecins bernois fait fi de cette loi de la nature; il préfère la résignation et se contente d'écrire que «la prévention de la guerre constitue la seule mesure sensée» permettant d'empêcher une éventuelle apocalypse.
Les personnes qui s'investissent dans la réalisation de la concpetion de la protection civile sont tout sauf des êtres assoiffés de guerre. Eux aussi, ils souhaitent la paix et, à cet égard, ils comprennent – du moins jusqu'à un certain point – le citoyen indépendant qui prend part à des manifestations pacifistes spontanées. Les membres de la protection civile sont, eux aussi, partisans du désarmement. Tout comme n'importe quel Bernois ou Suisse s'assure contre le risque de maladie ou d'accident – non pas pour tomber malade ou pour être accidenté, mais pour le jour où arriverait le «gros pépin» –, la protection civile prend également ses précautions contre une éventualité qu'on espère bien ne pas avoir à affronter.
Mais en fait, les propos de ce groupe de médecins ne constituent pas une nouveauté: des études semblables, plus ou moins sérieuses, ainsi que les visions d'horreur de certains films d'anticipation ont également fait beaucoup de bruit en Angleterre et en Amérique et n'ont eu pour seul résultat que de désécuriser la population par des projections dans l'avenir pessimistes qui, selon toutes les prévisions, ne se concrétiseront jamais sous cette forme. Un pays dont la population civile est armée pour faire face à la pire des situations contribue bien davantage à la consolidation de la paix que les milieux qui considèrent comme dépouvue de sens – et donc refusent – toute mesure de prévention sur les plans civil et militaire. Cette attitude négative, notamment de la part de ces quelques médecins bernois, débouche plutôt sur un vide psychologique et stratégique qui – à plus forte raison encore – encourage certains grands blocs dans leur conviction qu'ils sont «en bonne voie» d'affaiblir la volonté d'indépendance de l'Europe de l'Ouest. Et c'est seulement dans ce sens que les nuages noirs sur l'horizon de notre avenir annoncés par le groupe des médecins bernois correspondent à une certaine réalité.»